



Association nationale des Auditeurs jeunes de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale

Première association française de jeunes sur les problématiques de défense et de sécurité

Compte-rendu de la conférence du 6 février 2013

Organisée par le comité Asie de l'ANAJ-IHEDN, en partenariat avec l'Institut Choiseul

« A la recherche d'un État pivot en Asie du Sud-Est : escale à Singapour »

Autour de **Éric FRÉCON**,
coordinateur de l'observatoire Asie du Sud-Est à l'Asia Centre.

« Entre les géants indiens et chinois, l'Asie du Sud-Est retrouve son rôle millénaire d'écluse au cœur d'une mondialisation de plus en plus centrée sur l'Asie orientale. Difficile d'ignorer ces voies maritimes qui regorgent de ressources naturelles. Les sociétés méritent elles aussi une attention soutenue parce qu'en cours de démocratisation, en quête identitaire ou confrontées au facteur religieux. De grandes puissances cherchent à intégrer ces réseaux d'idées et d'affaires.

Ce pari est-il judicieux ? Si oui, sur quel Etat miser ? Dans ce contexte géopolitique changeant, l'objectif sera d'évaluer Singapour comme possible Etat-pivot. L'île du Dr Lee KuanYew offre-t-elle des garanties de stabilité et de bonne réputation ? Les changements que la cité-Etat connaît sur le plan intérieur peuvent-ils avoir un impact sur son rôle stratégique ? Sinon, il sera temps d'envisager un plan B, pourquoi pas vers l'Indonésie... »

Eric FRÉCON enseigne les relations internationales à l'Ecole navale. Il a été rédacteur en chef adjoint du bimestriel *Diplomatie* en 2011-2012 ainsi que research-fellow attaché dans le cadre du programme *Indonésie* de la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) à Singapour, où il a séjourné durant trois ans. Auparavant, il fut également post-doctorant à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon, au sein de l'Institut d'Asie orientale (IAO), et chargé d'études au Centre d'enseignement supérieur de la Marine. En 2007, il a soutenu sa thèse sur la piraterie maritime en Asie orientale, sous la direction de Jean-Luc Domenach à Sciences Po Paris. Ses recherches l'ont notamment mené en mer de Chine méridionale, sur les îles Natuna et Anambas. Parmi ses publications sur le sujet : « À travers l'Asie du Sud-Est et depuis 1945 : une criminalité maritime à deux vitesses », in P. Journoud (dir.), « L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945 » (Etudes de l'Irsem n° 14, 2012, p. 289-320) ; « Chez les pirates d'Indonésie » (Paris, Fayard, 2011, 384 pages) ; « Piracy and armedrobberyatsea in SoutheastAsia: initial impressions from the field », dans ONG-WEBB Gerard (ed.), « Piracy, maritime terrorism and securing the Malacca Straits » (Singapore-Leiden, ISEAS-IIAS, 2006, p. 68-83).

Entre monde indien et monde chinois, entre Océan Indien et Océan Pacifique, l'Asie du Sud-Est est géographiquement une région carrefour et historiquement un espace migratoire, ce qui explique sa grande diversité. C'est aussi une région stratégique, non seulement pour les voies de communication qui la traversent (notamment celles desservant les ressources stratégiques de la France), mais également pour les richesses qu'elle renferme.

Au cœur de cette région, Singapour est un État atypique par sa taille et le fait que sa population reflète toute la diversité du Sud-Est asiatique. Ce qu'on appelle aujourd'hui le « miracle singapourien » nous amène à nous demander si le rayonnement de cette cité-État est suffisamment important et pérenne pour en faire un État-pivot dans la région. Un État sur lequel la France - qui compte déjà la 2^{ème} plus importante communauté à Singapour (10 000 Français enregistrés) après les Britanniques et devant les Australiens - peut s'appuyer pour s'implanter en Asie du Sud-Est. On soulignera par ailleurs la difficulté de cet exercice dû au fait que Singapour reste un peu sous-estimé et fait encore l'objet de peu d'études.

Les atouts d'une puissance régionale.

Malgré sa petite superficie de 714 km² (17 fois moins que l'île de France), la cité-État est le 2^e port du monde après Shanghai et la 4^e place financière mondiale. A l'heure où la mondialisation est axée sur l'Asie orientale, la bonne santé économique de Singapour en fait un allié de premier ordre dans la région. Mais l'économie ne fait pas tout.

Grace à l'héritage de la colonisation, Singapour bénéficie également de structures solides, à savoir le choix de l'anglais qui a été déterminant en termes de développement, le pari de l'éducation (jusqu'au sentiment d'une trop forte pression scolaire aujourd'hui) et la méritocratie (même si l'ascenseur social reste un peu coincé).

Le système politique est historiquement très stable avec l'emblématique Lee KuanYew, au pouvoir de 1959 à 1990, « Senior Minister » puis « Minister Mentor », dont le fils est Premier Ministre aujourd'hui. En outre, la femme du Premier ministre détient un certain nombre de parts de la Temasek, une holding qui possède du capital dans presque toutes les entreprises singapouriennes. A Singapour, seulement trois familles priment, dont celle de Lee KuanYew. Cette stabilité politique est aussi liée d'une part au *People Action Party*, au pouvoir depuis l'indépendance de l'île et dont les dirigeants viennent tous de la Raffles Institution ou de l'Anglo-Chinese Junior College, et d'autre part à la présence d'un seul syndicat.

Notons également la stabilité sociale, qui repose tout d'abord sur des institutions telles que les *National Day Parades*, qui retracent tout le roman de la Nation ; ensuite, un pouvoir très fort, qui doit à Singapour le surnom de la « Fine City » ; et enfin, la loi « Internal Security Act » qui permet des emprisonnements sans trop de jugement. De même, le premier député d'opposition n'a été élu au Parlement qu'en 1981 (l'indépendance date de 1965) et la peine de mort a perduré jusqu'en 2007. Singapour s'appuie également sur le slogan de « Racial Harmony », qui permet aux Chinois (77%), Malais (15%) et Indiens (8%) de vivre « ensemble », même si, en réalité, ils vivent davantage côte à côte. Enfin, l'armée est un puissant vecteur de rassemblement, avec un service national (« NS ») obligatoire de 2 ans et le *leitmotiv* de « Total Defence », qui implique tous les citoyens dans l'effort national. En outre, la cité-État dispose d'un budget et d'un équipement militaires importants, qui lui permettent de dissuader ses voisins mais aussi de rassurer ses partenaires contre des

menaces (qui ne sont pas toujours fondées) telles que les triades ou encore le terrorisme. Cela renforce finalement le pacte hobbesien.

Les relations diplomatiques développées par Singapour font également partie de ses atouts. La cité-État cherche clairement des alliances tous azimuts afin de pallier la vulnérabilité due à sa petite taille. Ainsi, Singapour est présente dans de nombreuses organisations régionales et internationales : l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), le forum régional de l'ASEAN (ARF), l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) et l'East Asia Summit (où les États-Unis et la Russie se sont invités il n'y pas longtemps). En plus de son dynamisme, la cité-État se montre créative dans ce domaine : en marge des conférences dites « Track One », très officielles puisqu'elles se déroulent au niveau ministériel, ont été mises en place des conférences « Track Two », réservées aux chercheurs, qui sont alors plus libres de partager leurs points de vue, afin de préparer les visites ministérielles. Et entre les deux, ils ont créé le « 1.5 », telles les fameuses réunions du *Shangri-La Dialogue* (là où finalement la plupart des décisions sont prises) ou encore du *Singapore Global Dialogue*.

La cité-État sait également organiser des événements d'envergure, à l'image d'IMDEX (International Maritime Exhibition) pour les questions navales. Elle est aussi à l'origine de véritables institutions régionales, comme l'*Information Fusion Center* (un centre de renseignement maritime et de partage d'informations) et *ReeCap*, une police maritime combinée aux garde-côtes.

En terme de diplomatie militaire, Singapour est également très active et très éclipique : elle a signé en 1971 les *Five Power Defence Arrangements*, qui sont une série d'accords de défense mis en place avec le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Malaisie. En 1990, Lee KuanYew a offert aux Américains une base navale (Sembawang) et une base aérienne (Paya Lebar). L'armée singapourienne s'entraîne aussi à Taiwan et en France, à Cazaux. Par ailleurs, la cité-État s'engage aussi de manière opérationnelle. Elle est notamment très active dans le Golfe d'Aden où elle a commandé déjà à trois reprises la TaskForce 151 engagée dans la lutte contre la piraterie.

Enfin, Singapour fournit des bourses d'étude pour faire venir des élites chinoises et Lee KuanYew conseille la Chine sur la base de son expérience.

Des difficultés qui remettent en cause le modèle singapourien

Si la politique d'intégration régionale menée par Singapour a mis en lumière sa capacité à rayonner depuis les années 1980, en particulier au travers du « triangle de croissance » qu'elle forme avec la Malaisie et l'Indonésie, la cité-État entretient aujourd'hui des relations davantage bilatérales : Singapour-Malaisie, avec le projet Iskandar, (une mégapole « verte » qui se veut le pendant de Singapour de l'autre côté du détroit de Johor) et Singapour-Indonésie, avec l'exemple des zones franches (Batam, Bintan). De même, on est actuellement loin de la croissance à deux chiffres qu'a pu connaître la cité-État avant l'impact de la crise économique de 2008. Enfin, elle connaît un problème d'inflation, qui s'explique en partie par les prix de l'immobilier.

Aussi voit-on apparaître aujourd'hui un tiraillement entre Nation et Mondialisation. Malgré son fort besoin en main-d'œuvre (notamment dans la construction), la population singapourienne supporte mal la présence de plus en plus importante d'étrangers (1.5 million, soit un quart de la population de l'île). Or, le dernier Population White Paper prévoit

une augmentation du nombre d'habitants (à 6,9 millions) mais aussi des non-résidents. Cela a eu un fort écho auprès de la population et est annonciateur d'une dégradation de la situation.

A cela s'ajoute un triple malaise social : le sort des Malais et des Indiens - qui sont toujours absents des élites -, un indice de Gini de 0,4 (0,3 en France) et des élites singapouriennes en fuite. Enfin, l'inquiétude plane aussi sur le taux de fécondité relativement faible, et en particulier celui des Chinois.

L'autre faille de Singapour est son manque de liberté qui se caractérise à plusieurs niveaux. Média : avec la chasse aux blogueurs et des médias au 135^e rang du classement de Reporters Sans Frontières (la France est 38^e). Politique : des prisonniers politiques et les grèves jusqu'alors inexistantes, qui ont pris corps en 2012, pour la première fois depuis 26 ans. Les campagnes électorales sont systématiquement annoncées très tard. Les circonscriptions sont parfois redécoupées, et les opposants sont souvent nommés, faute de candidats face au *PAP*. Les élections sont à un tour, les bulletins de vote sont à talons numérotés et ce sont les fonctionnaires qui les vérifient. Cette situation est d'ailleurs à l'origine de la décision du Bureau Maritime International de ne pas s'installer à Singapour par peur de manquer de liberté de parole ou de marge de manœuvre. Il en fut de même pour la London School of Economics et Yale.

On peut alors se demander s'il y aura des réformateurs capables de faire évoluer ces points négatifs, à l'image du *Singapore Democratic Party*, qui n'a pas encore de candidat, mais va plus loin dans ses propositions.

En dépit du triptyque « Propreté-Prospérité-Sécurité » qu'elle vante, la cité-État cache plusieurs failles qui pourraient devenir à terme des faiblesses si des réformes ne sont pas engagées. Par ailleurs, à l'inverse de Singapour, les États de la région sont moins actifs dans la recherche de partenariats et laissent leur place à des États extra-régionaux, eux aussi à l'affût d'un leader dans la région face à la montée en puissance de la Chine. Or, plusieurs États sont également sur la voie du développement économique dans le sud-est asiatique, à l'image de l'Indonésie. Certains imaginent donc un couple Indonésie-Singapour en mesure de résoudre des problèmes régionaux, tels que les conflits en mer de Chine du Sud. La recherche d'un État-pivot n'est donc pas encore arrêtée et la tendance ira vers la construction de partenariats multilatéraux, reposant sur des États forts.

Par Hervé Guillou
Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN
73^e session jeunes IHEDN